

PREMIÈRES CONSÉQUENCES DE L'ATTENTAT DE SOUSSE

Les Algériens sont attendus
avec impatience

«Les Algériens sont toujours les bienvenus en Tunisie.» C'est le contenu d'un communiqué diffusé sur la page Facebook du ministère du Tourisme pour démentir une rumeur reprise par certains sites électroniques et les réseaux sociaux prêtant au gouvernement l'intention d'interdire l'accès en Tunisie aux jeunes Algériens âgés de moins de 35 ans.

De Tunis, Kamel M'Rabet

Animés du désir de sauver ce qui pourrait être sauvé pour une saison touristique catastrophique, le ministère du Tourisme a vite fait de réagir pour démentir cette rumeur et affirmer que la Tunisie reste ouverte à tous les Algériens sans distinction d'âge.

En effet, les Algériens sont attendus avec impatience surtout que cinq jours après l'attentat de Sousse, les conséquences du carnage se font déjà sentir et le nombre des touristes se rétrécit comme une peau de chagrin. Selon la commissaire régionale du tourisme, M^{me} Saloua Kadri, le nombre des touristes résidents dans les hôtels de la région a baissé de moitié. De 12 mille le jour du drame, leur nombre s'est réduit à 6 mille. Elle parlait en marge d'une rencontre organisée, mardi, par la Fédération tunisienne des agences de voyage et de tourisme (FTAV)



Photo : DR

consacrée à l'examen des répercussions de l'attentat suite aux annulations qui ont atteint, à ce jour, le taux de 15% qui, selon les experts, pourraient culminer à 30 ou 40%. Cependant, le gouvernement a pris des mesures urgentes en faveur du secteur touristique. Ces mesures concernent notamment, le financement bancaire, la suppression de la taxe de sortie imposée l'été dernier aux étrangers et la simplification des procédures d'octroi des visas d'entrée pour certaines nationalités. En relation avec cet

attentat, un bras de fer oppose depuis vendredi le parti islamiste Attahrir au gouvernement et au président de la République. Réagissant à l'attentat, le Président Béji Caïd Essebsi n'a pas hésité à fustiger sans le nommer ce parti qui a été empêché, mardi, de tenir une conférence de presse dans un hôtel de la place de Tunis. Maintenant, c'est à la justice de trancher.

Le porte-parole du parti, Ridha Belhaj, a annoncé aux journalistes qu'il entend déposer une plainte contre le gouvernement en se fon-

dant sur l'article 5 du décret-loi organisant la vie des partis politiques. En vertu de cet article, le gouvernement n'a pas le droit d'entraver leurs activités. La décision d'interdire la conférence de presse serait le début d'une série de mesures qui pourraient aller jusqu'à la dissolution, comme le souhaite le président de la République. Ce dernier avait appelé, vendredi, le chef du gouvernement à réviser l'octroi des visas accordés auparavant à certains partis politiques. C'est un secret de Polichinelle. C'est du parti Attahrir qu'il s'agit puisqu'il ne respecte pas la Constitution et ses adhérents, ne brandissant que le drapeau noir des djihadistes, ont toujours appelé à l'instauration d'un régime de califat.

N'empêche que la conférence de presse, interdite dans un hôtel, s'est finalement tenue au siège du parti permettant à M. Belhaj de disculper son parti et de préciser que, «pour vaincre le terrorisme, il faut, d'abord nettoyer, le système sécuritaire qui, selon lui, serait infiltré». De son côté, la Haute-Autorité indépendante pour la communication audiovisuelle (HAICA) a déploré l'absence de professionnalisme dans la couverture médiatique de l'attentat et condamné le recours au discours de haine tenu par les médias audio-visuels qui ont diffusé «des images choquantes».

Dans une déclaration faite mardi, la HAICA a insisté sur «l'importance pour l'audiovisuel de définir des lignes rédactionnelles claires en temps de crise afin d'aider les journalistes à se conformer aux règles professionnelles».

K. M.

CE MONDE QUI BOUGE

Daesh, ūn ān āprès,
une progression inquiétante

Il y a un an, le 29 juin 2014, premier jour du Ramadhan, l'Etat islamique est proclamé sur un territoire de plus de 200 000 km² à cheval sur l'Irak et la Syrie, avec à sa tête Abou Bakr al-Baghdadi, surnommé le «calife à la Rolex». Ce qu'Aqmi et ses alliés du Mujao et Ansar Dine n'avaient pas réussi à faire dans le nord du Mali, établir un califat, l'EIL (l'Etat islamique en Irak et au Levant) l'a fait. Tous les groupes de la galaxie djihadiste sont alors sommés de faire allégeance au nouveau calife. «Vous n'avez aucune excuse religieuse pour ne pas soutenir cet Etat», lançait alors son porte-parole Abou Mohamed Al Adnani. Al Baghdadi fera une seule apparition publique, lors de la grande prière du vendredi, le 4 juillet 2014, dans une mosquée de Mossoul, avant de disparaître des écrans.

Ce 29 juin 2014, la surprise fut donc totale car personne n'avait vu venir cette déferlante djihadiste dans le désert irakien avec ses pick-up lourdement armés, soulevant sous une température de plus de 40 degrés des nuages de poussière, annonçant l'apocalypse pour tous

ceux qui ne partageaient pas son projet messianique. En l'espace de 20 jours (du 9 au 29 juin), les villes de Falouja, Tikrit, Mossoul, des pans entiers des régions de Ninive, de Diyala (est), Salaheddine, Kirkouk et Al-Anbar (ouest) passent sous le contrôle de l'EIL, qui allait changer d'appellation et devenir l'Etat islamique (EI ou Daesh).

Les soldats irakiens de confession chiite faits prisonniers sont systématiquement massacrés à la kalachnikov dans des fosses communes par les nouveaux «sonderkommandos» djihadistes : 1 700 d'entre eux sont tués en une journée dans la seule région de Mossoul. Quant aux chrétiens, Daesh leur a laissé le choix : accepter un statut de dhimmi soumis à l'impôt, se convertir ou partir en abandonnant tous leurs biens. Les Yazedis, minorité religieuse installée dans cette région depuis l'époque d'Abou Bakr Es-Seddik (rien à voir avec al-Baghdadi), sont massacrés et leurs femmes vendues comme esclaves.

Dans les territoires conquis, les nouveaux conquérants invitent les fonctionnaires à rester afin d'assurer

un minimum de service public (hôpitaux et administration), mettent en place une police et des tribunaux religieux et prélèvent des impôts. Quant aux vraies sources de financement du califat, elles proviennent, d'une part, de l'exploitation et de la commercialisation des ressources pétrolières et gazières à travers le territoire turc et, d'autre part, de fonds privés octroyés par de riches-simes hommes d'affaires et des fondations religieuses des pétromonarchies. Daesh dispose surtout, via une exploitation exceptionnelle des réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Youtube...) et de multiples sites comme Cybercaliphate, d'une véritable force de frappe médiatique et d'enrôlement de jeunes en provenance des pays arabes, asiatiques, européens et même d'Amérique du Nord.

En un an, malgré les frappes de la coalition internationale mises en place par les Etats-Unis, l'EI, en dépit des revers subis face aux Kurdes à Kobané en janvier dernier, n'a cessé de s'étendre. En Syrie, après s'être emparé de Palmyre (21 mai), il tente de reprendre Tal al-

Abyad, Hassaké et Kobané dans le Kurdistan syrien. En Irak, en dépit de la perte de Tikrit, l'EI s'est emparé de Ramadi le 17 mai. En Égypte, le groupe djihadiste Ansar Beit al-Makdas et Boko Haram au Nigeria lui ont fait allégeance. En Libye, devenue véritable arsenal à ciel ouvert grâce aux arsenaux de l'armée de Kadhafi, l'EI est en train de prendre le dessus sur Fadjr Libya (branche armée des Frères musulmans) – Syrte est passée sous son contrôle – et menace la Tunisie où il dispose de nombreux réseaux. Chez nous, bien que Jund al-Khilafah, sa franchise algérienne, ait subi un terrible revers le 21 mai dernier (25 tués dont l'émir Khazra Bachir qui avait succédé à Abdelmalek al-Gouri tué fin décembre), l'EI reste une menace. Signalons enfin, que Daesh a demandé à Aymen Zawahiri, le chef d'Al-Qaïda, de lui faire allégeance !

Une chose est sûre, Daesh ou l'EI, produit de la dislocation de l'Irak consécutive à l'invasion de ce pays par les Etats-Unis en 2003 et de la militarisation de la révolte syrienne encouragée par Washington, tire sa

Par Hassane Zerrouky
hzerrouky@hotmail.com

force de la faiblesse des Etats dirigés par des pouvoirs autoritaires impopulaires, corrompus, imbus d'eux-mêmes et méprisants envers leurs peuples. Même si dans un avenir proche, l'EI finit par s'effondrer, il n'en reste pas moins qu'en tentant de redessiner la carte géopolitique sur une base confessionnelle, il a déjà fait, en partie, le «boulot» de ceux, Washington en tête, qui veulent démembrer le Moyen-Orient. Et ce n'est pas du «complotisme» !

H. Z.